

Conditions générales de vente

Préambule : Les éléments décrits dans le préambule font partie intégrale des conditions générales de vente. GESTION 1901, Société inscrite au RCS, dont le siège social se situe 5, rue demarquay, 75010 PARIS, (ci-après la SOCIETE), a développé le service HOTLINE 1901 (ci-après le Service) dédié principalement aux Associations via notamment son site INTERNET, dénommé loi1901.com, accessible à l'adresse www.loi1901.com (ci-après le Site). Le Service comprend les prestations suivantes :

Mise à disposition sur Internet d'un service de renseignements et d'informations à caractère documentaire dans les conditions arrêtées ci-après. Les renseignements et informations servis s'appliquent à la France et relèvent des domaines suivants : comptabilité, gestion sociale, impôts, réglementation issu de la loi 1901 régissant le statut des associations loi 1901.

Dans certains cas l'envoi de documentation pourra être effectuée : Fiches pratiques, textes législatifs et réglementaires, CERFA...

L'acceptation par le Client des présentes conditions (ci après les Conditions) implique que ce dernier reconnaisse qu'Internet est un réseau ouvert et informel, constitué par l'interconnexion à l'échelle internationale de réseaux informatiques utilisant la norme TCP/IP. La gestion d'Internet n'est soumise à aucune entité centrale. Chaque portion de ce réseau appartient à un organisme public ou privé indépendant. Son fonctionnement repose sur la coopération entre les opérateurs des différents réseaux sans qu'il n'y ait obligation de fourniture ou de qualité de fourniture entre opérateurs. Les réseaux peuvent avoir des capacités de transmission inégales et des politiques d'utilisation propres. Nul ne peut garantir le bon fonctionnement d'Internet dans son ensemble et en particulier, le Client déclare bien connaître Internet, ses caractéristiques et ses limites et reconnaît notamment, que les transmissions de données sur Internet ne bénéficient que d'une fiabilité technique relative, que certains réseaux spécifiques peuvent dépendre d'accords particuliers et être soumis à des restrictions d'accès, que les données circulant sur Internet ne sont pas protégées contre des détournements éventuels et qu'ainsi la communication de mots de passe, codes confidentiels et plus, généralement, de toutes informations à caractère sensible est effectuée par le Client à ses risques et périls. Le Client déclare avoir pris connaissance du fait que le Site fonctionne sur PC sous environnement Windows 98 et postérieur avec les navigateurs Internet Explorer 5.5 et postérieur. Le Client déclare avoir été dûment éclairé sur les contingences techniques lui permettant de consulter les informations relatives notamment à son ordinateur ainsi qu'en matière de télécommunications. Le Client reconnaît avoir pris connaissance des présentes Conditions et déclare les accepter sans réserve.

1. Objet : Les présentes Conditions sont complétées par des conditions particulières formalisées dans le bon de commande et ont pour objet de définir les modalités dans lesquelles le Client bénéficie du Service. Les conditions générales complétées des conditions particulières forment le contrat (ci-après le Contrat).

2. Obligations des parties :

2.1. Obligations et droits de la société : Il est expressément convenu entre les parties que la Société est soumise à une obligation de moyens au titre des présentes.

Conditions d'accès : Un espace réservé et personnalisé accessible par un identifiant et un mot de passe personnel est mis à disposition du client sur le site Internet. www.loi1901.com par la Société. Cet espace permet aux clients de poser ses questions mais aussi de consulter les réponses données par les consultants (ci-après les consultants) du service HOTLINE 1901. Le droit d'accès concédé au Client est personnel et non transmissible.

L'accès au Site est possible 24 h / 24 h, 7 jours sur 7 jours sauf en cas de force majeure et sous réserve des éventuelles pannes et interventions de maintenance nécessaires au bon fonctionnement du serveur et des matériels. Cette interruption ne donne lieu à aucune indemnité.

Délais de réponse : La réponse à la demande d'information est adressée au Client dans un délai de 48h. Ce délai est fourni à titre indicatif. Dans les cas suivants, un prolongement peut s'avérer nécessaire : - Pour toute demande émise à partir du vendredi, le délai de 48h s'applique dès l'ouverture des services le lundi matin.

- Le même principe s'applique dans les cas des jours fériés.

- Si la question du client manque de précision, le consultant en charge de la réponse adresse une demande d'information complémentaire. Si la communication de documents s'avère nécessaire, le client pourra en transmettre copie dans l'espace client qui lui est réservé. La réponse est alors adressée au client dans un délai de 48h après réception de ces précisions et/ou documents.

- En cas d'affluence trop importante, la société se réserve la possibilité de prolonger le délai.

- D'une façon générale, la société considère que la qualité des réponses apportées doit être prioritaire sur les délais de réponse.

Etude approfondies ou spécifiques : Certaines questions peuvent nécessiter d'importantes recherches et/ou contacts avec des praticiens. Si la société considère que la question posée nécessite une étude spécifique ou approfondie, celle-ci peut, de manière unilatérale, ne pas répondre au client, ce que celui-ci reconnaît expressément, renonçant envers la société à toute prétention, revendication ou autres nées directement ou indirectement de ce refus. La société s'engage cependant à avertir le client, dans les délais définis ci-dessus et pourra lui proposer, le cas échéant, soit un devis pour réaliser une étude relative à la demande d'information au sens de l'article 66-1 de la loi n°90-1259 du 31 décembre 1990, soit de soumettre sa question à un professionnel du droit, au sens de la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971

Droit de contrôle, suspension et modification du Service : La Société se réserve le droit de modifier en cours d'exécution du Contrat les fonctionnalités permettant la consultation du Site pour des motifs d'ordre technique, commerciaux ou juridique. En cas de non-respect des obligations visées au Contrat par le Client, en particulier le non paiement de son abonnement la Société se réserve le droit de suspendre de plein droit et sans préavis l'accès au Service sans préjudice des dispositions des articles 6 et 8 des dites Conditions. La Société pourra aussi interrompre l'accès au Site sans que le Client ne puisse prétendre à des dommages et intérêts en cas de saisine de l'autorité judiciaire.

2.2. Obligations et droits du Client

Droit d'usage des informations : Le Client dispose d'un droit d'usage privé, non collectif, non commercial et non exclusif sur les informations mises à disposition sur le Site; le Client s'interdit de transférer ce droit à des tiers. Le Client est responsable de l'usage de son identifiant ainsi que du code secret et s'engage à prendre toutes mesures utiles pour en assurer la parfaite confidentialité.

En cas de perte ou de vol de ce numéro, le Client devra informer dans les meilleurs délais la Société qui en pourra en faire l'annulation immédiate.

Ordre public : Le Client s'engage à respecter la législation et réglementation dans sa globalité relative aux données personnelles et notamment la loi du 6 janvier 1978, la Directive 95/46 du 24 octobre 1995 et de toute loi à venir notamment celle découlant du projet de transposition de la directive présenté au conseil des ministres le 18/07/01.

Obligations légales d'identification : informations à communiquer à la Société - Le Client, s'il est une personne morale, s'engage à communiquer à la Société, par application des dispositions de l'article 43.9 de la loi du 30/09/1986 modifiée, les informations suivantes, sous peine de ne pouvoir activer le Service : Dénomination ou raison sociale, Siège social, Nom du signataire, adresse, téléphone...

Garantie : Le Client garantit la Société contre toute action qui pourrait être engagée à son encontre par un tiers pour quelque motif que se soit et notamment en raison du lien contractuel qui lie le Client à la Société. Le Client s'engage à agir avec diligence pour résoudre l'objet de la réclamation de manière à ce que la Société ne soit pas inquiétée. Le Client s'engage à indemniser la Société de toute condamnation qui pourrait être prononcée à son encontre par une décision de justice, au fond ou avant dire droit, même non encore définitive, y compris les frais visés aux articles 699 et 700 du Nouveau Code Procédure civil effectivement engagés par la Société.

Archive : Le Client restant propriétaire des informations saisies doit lui-même effectuer la copie de toutes les données saisies dans le cadre du service. La société ne pourra en aucun cas être tenue responsable des conséquences de la perte éventuelle d'information saisies. La société ne conserve dans ses bases que demande d'information en cours.

Abonnement : Le service fonctionne sous forme d'abonnement. Conformément aux dispositions de l'article 5 des présentes Conditions, le Client verse une redevance annuelle forfaitaire, en début de période d'abonnement, dont le montant figure sur le Bulletin de souscription.

3. Entrée en vigueur et durée

Entrée en vigueur : Le Contrat entre en vigueur à compter de la date de réception par la Société du paiement des formules d'abonnement souscrites.

Durée : Le Contrat est conclu pour une période initiale de douze (12) mois à compter de la date de souscription par le Client du Service figurant sur le Bulletin (ci-après la Date). Le Contrat est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes annuelles, sauf dénonciation, par l'une ou l'autre des parties adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, respectant un préavis quinze (30) jours calendaires avant l'anniversaire de la Date. La dénonciation par le Client à la Société devra être adressée au siège social de la Société.

4. Etendue du service

Les prestations servies par la Société sont réalisées dans le cadre de la loi 90.1259 du 31 décembre 1990 et notamment de ses articles 60 et 66.1. Elles s'inscrivent dans le cadre exclusivement informatif et documentaire propre aux activités de la Société. En aucun cas, le consultant n'est habilité à prendre une décision avec le client et/ou à influencer sur ses décisions (en prônant tel ou tel mode de règlement des conflits par exemple).

Les informations fournies sont de caractère documentaire, il appartient au client de les utiliser à bon escient. Par ailleurs, la Société ne fournit aucun renseignement, information ou document, dont la communication est proscrite par une loi ou un règlement, ou pouvant constituer une faute au sens de l'article 1382 du code civil.

5. Conditions financières et modalité de facturation

Facturation et échéances : Chaque année avant la date anniversaire, la Société enverra une facture de prorogation d'un montant correspondant à l'abonnement de l'année à venir. Le Client sera tenu de payer, dans les trente jours calendaires qui suivent l'établissement de cette facture, le montant total à la Société. L'abonnement donne droit à huit questions/an. Au-delà de huit questions par an, le client devra, au choix, souscrire un nouvel abonnement ou s'acquitter du prix d'une question complémentaire. Chaque question complémentaire est facturée 25 € HT. Ce tarif n'est pas contractuel et peut-être modifié à tout moment.

Modification des tarifs : Les tarifs sont affichés sur le site www.loi1901.com et sont non contractuels. La Société se réserve le droit de modifier ses tarifs sans préavis. Le client doit se tenir informé de ces tarifs en consultant ce site régulièrement ou en effectuant une demande par mail sur service.client@gestion1901.com. Le refus du Client du nouveau tarif, si ce tarif a augmenté, doit être notifié à la Société sous forme de lettre recommandée avec demande d'accusé de réception trente (30) jours maximum après réception de la facture de prorogation à l'abonnement.

Non paiement : Sans préjudice des décisions de la Société concernant la rupture éventuelle de l'abonnement, le non-paiement total ou partiel dans les délais entraînera la suspension du numéro d'identification. Toute facture non payée à l'échéance porte intérêt, de plein droit et sans mise en demeure préalable à un taux annuel égal à deux fois le taux de l'intérêt légal, calculé par mensualité.

6. Résiliation des contrats : En cas de manquement par l'une des parties à leurs obligations, non réparé dans un délai de trente (30) jours calendaires, à compter de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant le manquement en cause, l'autre partie pourra faire valoir la résiliation du Contrat, sous réserve de tous les dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre. La Société pourra résilier de plein droit le Contrat en cas d'inobservation de l'une quelconque des dispositions de l'article 2.2 et 4 des présentes conditions ou à la suite d'un incident de paiement ou à cause d'un non paiement des sommes dues au titre des présentes, sans préjudice des dispositions de l'article 8.2 des présentes conditions.

7. Sous-traitance : La Société se réserve le droit de sous-traiter tout ou partie du présent contrat à toute entreprise de son choix. En cas de sous-traitance de tout ou partie du présent contrat par la Société, le Client renonce à tout recours contre la Société pour les prestations sous-traitées. Seul le sous-traitant pourra être mis en cause par le Client. Le Client devra exercer son recours contre le sous-traitant désigné ou non par la Société.

8. Responsabilité

Responsabilité de la Société

Limitation : En cas de mise en jeu de la responsabilité de la Société, les dommages et intérêts dus par la Société au Client ne pourront excéder, toutes causes confondues, dans toute la mesure permise par la réglementation applicable, les sommes versées par le Client au titre du Contrat.

Exclusion : Nous ne serions être tenu pour responsable de l'utilisation des informations fournies à titre documentaire et aucune réclamation ne sera enregistrée. Après avoir obtenu vos informations, il vous appartiendra d'engager toute démarche que vous jugerez nécessaires. Il est souvent utile de consulter un expert (conseiller juridique ou financier, expert-comptable, avocat ...) avant d'utiliser ces informations : ces professionnels vous aideront dans la mise en œuvre de votre stratégie, tant en matière amiable que contentieuse. Lors d'une demande d'information, nos consultants pourront orienter le client vers le (ou les) professionnel(s) compétent(s). L'usage du service ou de produits proposés par la Société implique la connaissance et l'acceptation des caractéristiques et des limites d'Internet, notamment en ce qui concerne les performances techniques, les temps de réponse pour consulter, interroger ou transférer des informations, les risques d'interruption, et plus généralement, les risques inhérents à toute connexion et transmission sur Internet. La société ne pourra être tenue pour responsable d'aucun préjudice direct ou indirect subi par le Client au titre du présent Contrat (tel que perte de chiffre d'affaires, perte de données, pertes d'exploitation, perte d'image de marque...).

Responsabilité du Client : En cas de mise en jeu de la responsabilité du Client, les dommages et intérêts dus par ce dernier à la Société seront d'un montant égal au préjudice direct ou indirect subi par celle-ci. En tout état de cause, la résiliation du contrat du fait du manquement du client à une de ses obligations ne lui permettra pas d'obtenir le remboursement des sommes déjà perçues par la société. Le Client reconnaît aussi qu'aucun avoir ou autre compensation ne peut être alors demandés à la Société. L'utilisation par un tiers du numéro identifiant et du code secret entraîne de plein droit la mise en œuvre de la responsabilité du Client.

9. Cession : Le présent Contrat ne pourra faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par le Client sans accord écrit préalable de la Société. La Société pourra céder à toute personne morale de son choix, tout ou partie des droits et obligations définies au présent contrat, à charge pour elle d'en informer le Client.

10. Force majeure : Si les cas de force majeure ont une durée d'existence supérieure à trois mois, le présent Contrat sera résilié automatiquement, sauf accord contraire entre les parties. De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuit, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

11. Intégralité : Le présent Contrat forme l'intégralité des engagements des parties.

12. Non-validité partielle : Si une ou plusieurs stipulations du présent Contrat est tenue pour non valide ou déclarée telle en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

13. Non renonciation : Le fait, pour l'une des parties au Contrat, de tolérer, de la part de l'autre, un quelconque manquement à ses obligations ne vaut pas renonciation à se prévaloir de ce manquement.

14. Election de domicile : Pour l'exécution de l'abonnement, les parties conviennent de faire élection de domicile dans les conditions suivantes : pour la Société, à son siège social, pour le Client, à son siège ou à son domicile s'il est un particulier;

15. Loi applicable : Ce Contrat est régi par la loi Française pour les règles de fond et les règles de forme. Le Tribunal de Paris est seul compétent en cas de litige.

Fait à : _____	Le : _____	en _____	exemplaires
Signature du client : _____			